

### **Annonces du ministre de l'Education nationale sur BFM : les masques tombent**

L'annonce en urgence hier soir par J.M. Blanquer du maintien de la diffusion demain matin, et comme prévu, des résultats du baccalauréat 2019 repose sur l'ordre de fait donné aux jurys de délibération de substituer la note du contrôle continu à une note d'épreuve terminale non reportée dans la discipline concernée.

Cette annonce montre que la mobilisation de la profession est réelle, comme nous l'avions annoncé : nous estimons que jusqu'à 1 élève sur 4 pourrait se voir appliquer cette mesure, et que le cas se présentera certainement dans au moins un jury sur deux. Pour la première fois, J.M. Blanquer reconnaît donc en creux qu'il a rencontré depuis 6 mois une contestation forte, qui l'a obligé à toutes sortes d'improvisations : communication biaisée, arrangements sur les surveillances du baccalauréat, menaces, etc.

Cette annonce démontre que le mépris du ministre ne s'exerce pas uniquement envers les professeurs, mais envers toute la communauté éducative : les professeurs et universitaires placés au sein de jurys dont la souveraineté se trouve remise en cause ; les personnels administratifs, qui ont dû mettre en urgence cette mesure en place ; les élèves enfin, victimes d'une inégalité flagrante de traitement, et dont le travail de préparation et de révision de l'examen est ainsi nié (sans parler des possibles évolutions dans les relevés de notes, et donc l'effet sur : une possible convocation à l'oral de contrôle complètement inutile ; sur l'attribution d'une mention ; etc.). Tout cela, pour ne pas afficher un retard de quelques heures à la publication des résultats, et permettre au ministre de sauver la face. Mais à quel prix ...

Ces dispositions, prises en urgence, ouvrent la porte à de possibles contestations des candidats et, en tout état de cause, fragilisent considérablement le diplôme. Elles confirment aussi la valeur que le ministre accorde au baccalauréat : en anticipant de fait partiellement, dès cette année, certains des aspects significatifs de la réforme du baccalauréat applicable en 2021 (contrôle continu se substituant aux épreuves terminales, absence de cadrage national, inégalités de traitement entre candidats, etc.), il révèle ses projets, masqués depuis 2 ans par une communication trompeuse : la volonté de faire disparaître purement et simplement le baccalauréat comme premier grade universitaire, dont la valeur universelle et de référence est désormais soumise à caution. Ces orientations, si elles devaient perdurer, ouvrent évidemment toutes grandes les portes de la sélection à l'entrée du supérieur, et notamment l'université, ce que permet désormais techniquement la plate-forme Parcoursup que nous dénonçons depuis sa mise en place l'année dernière.

**Dans l'urgence, le SNES-FSU a proposé hier soir aux collègues membres des jurys d'examen des actions à mener aujourd'hui :**

- il a rappelé la possibilité de se déclarer gréviste et de ne pas participer aux jurys dans ces conditions ;
- il a invité les collègues qui souhaitent siéger dans les jurys à faire adopter par les membres des jurys une première motion, rappelant les raisons des mobilisations de cette année et les revendications communes (cette motion sera également proposée à l'adoption dans les centres de correction du Diplôme National du Brevet, qui débutent aujourd'hui les corrections des épreuves reportées suite à la canicule). Dans les jurys de Baccalauréat, le SNES-FSU appelle en outre les collègues à dénoncer le coup de force contre la souveraineté des jurys, et si besoin, à exprimer les plus fortes réserves sur le bien-fondé de la substitution des notes.